

Questions orales

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge—Foothills): Monsieur le Président, depuis sept ans que nous siégeons tous deux au comité de la justice et du solliciteur général, mon collègue d'en face sait fort bien que, par l'entremise de son comité de direction, le comité réagira à toute question dont un député l'aura saisi. Nous allons examiner celle-ci en profondeur avant de décider des mesures à prendre.

* * *

LES FORÊTS**LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE EN SYLVICULTURE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE**

M. Benno Friesen (Surrey—White Rock—Delta-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle). En vertu du nouvel accord sur le bois d'oeuvre, conclu entre le Canada et les États-Unis, les provinces vont obtenir de nouveaux fonds, qui ne leur avaient jamais été accordés auparavant, pour la mise en valeur du secteur forestier. Ces fonds seraient fort utiles à la collectivité scientifique pour mettre au point des méthodes scientifiques de sylviculture pour repeupler notamment les forêts de la Colombie-Britannique. Le ministre voudra-t-il bien examiner avec les autorités de la province la possibilité de créer par exemple un fonds du patrimoine?

Comme les milieux scientifiques ne peuvent pas utiliser rapidement et convenablement tous les fonds pour repeupler les forêts de la Colombie-Britannique, envisagera-t-il avec les autorités provinciales la création d'un fonds du patrimoine afin que nous puissions bénéficier à longue échéance de ces fonds nouveaux?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, l'idée de mon collègue est fort intéressante. Elle mérite assurément d'être étudiée, surtout dans le cas de la Colombie-Britannique. Comme le sait le député, les fonds reviendront à la province. Je m'engage à discuter de cette proposition avec M. Vander Zalm, le premier ministre de la province en question, et, avec les qualités de visionnaire que je lui connais, je suis persuadé que l'idée lui plaira.

Des voix: Oh, oh!

* * *

L'ADMINISTRATION**LE CONTRAT OERLIKON—LE RÔLE POSSIBLE DE M. SAM WAKIM**

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Sam Wakim, ami intime du premier ministre depuis l'université, fait à nouveau les manchettes. Après avoir fait accorder à son cabinet de Toronto le contrat de 20 millions de dollars par an de la Société pour l'expansion des exportations et être intervenu, pendant le congé de Noël, pour que deux de ses associés, dont l'un est son ancien organisateur de campagne électorale, deviennent juges à la Cour suprême de l'Ontario, il semble avoir...

Des voix: A l'ordre!

M. le Président: Un moment s'il vous plaît.

Des voix: Oh, oh!

M. Jelinek: Les insinuations malveillantes pleuvent de tous côtés.

M. le Président: Je sais que le député de York-Centre a une question à poser. J'espère qu'elle ne mettra pas en cause la bonne conduite de magistrats. Je recommande au député la plus grande prudence.

M. Kaplan: Ma question au vice-premier ministre a simplement pour but de confirmer que Sam Wakim, comme on pouvait le lire dans le journal de Shirley Walker qui a été rendu public à la Commission Parker, a organisé une réunion au nom d'Oerlikon pour faire pression sur le ministère de l'Expansion industrielle régionale...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois dire au député de York-Centre que la présidence éprouve ici certaines difficultés. Je sais qu'il convient parfois d'exposer certains faits entourant une question. Cependant, soit dit en toute déférence, le député s'est trop attardé sur son introduction, et je lui demande de poser sa question.

M. Kaplan: Le vice-premier ministre peut-il confirmer, ou demandera-t-il la tenue d'une enquête à cette fin, que Sam Wakim a exercé des pressions au nom d'Oerlikon-Litton, afin d'obtenir le contrat de défense aérienne à basse altitude, auprès du ministère des Approvisionnements et Services, du ministère de l'Expansion industrielle régionale, du premier ministre ou de son cabinet?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le député recommence à citer des noms, à essayer de porter atteinte à la réputation de certaines personnes et à faire des insinuations malveillantes, ce que, d'après le député de Sudbury, personne ne devrait faire à la Chambre. Le député en a l'habitude. Une enquête policière est en cours. Si quelqu'un a commis des irrégularités et s'il en a la preuve, il devrait en faire part à la GRC.

Des voix: Bravo!

LE TRAITEMENT DES AFFAIRES

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, permettez-moi simplement de poser la question suivante: Compte tenu du spectacle qui leur est donné et des révélations qui leurs sont faites, les Canadiens n'auraient-ils pas raison de conclure que pour faire affaire avec le gouvernement actuel, il faut nécessairement passer par des amis intimes du premier ministre?

Une voix: A l'ordre.

Une voix: Touché!

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, ce genre de question ne mérite pas l'honneur d'une réponse. Je suis étonné qu'un député de longue date...